

Invités par la CSD au Sommet des peuples

Claudio Corries et Mariano Mena, deux autres voix

La Centrale des syndicats démocratiques a, à l'occasion du Sommet des peuples des Amériques, reçu deux invités internationaux, l'Argentin Claudio Corries et le Panaméen Mariano Mena. Deux piliers du syndicalisme en Amérique latine et opposants de la première heure à une mondialisation déshumanisée faisant fi de toute transparence, de toute démocratie et violant les droits des travailleurs, des peuples.

Claudio Corries

Activement impliqué à différents niveaux de l'organisation syndicale en Argentine, Claudio Corries est secrétaire général de la Fédération latino-américaine des travailleurs de l'éducation et de la culture (FLATEC).

Cette organisation syndicale, qui regroupe les enseignants de l'Amérique latine et des Caraïbes, organise différentes activités pour soutenir le développement de l'éducation, s'occupe de la formation et de l'information auprès des organisations membres, mène des activités de représentation auprès des organisations internationales comme l'UNESCO, orchestre des actions de solidarité, des prises de position politique, réalise de nombreuses actions

médiatiques, etc. Son objectif est d'assurer la défense des intérêts des travailleurs de l'éducation de tous les secteurs, primaire, secondaire, universitaire ainsi que des jeunes qui leur sont confiés.

Claudio Corries rejette la ZLEA. Il n'accepte pas de voir un pays, en l'occurrence les États-Unis, imposer ses diktats aux autres pays des Amériques. Au Sommet des peuples, il a trouvé une tribune pour dénoncer la pensée magique, cette idéologie façonnée par les Américains, qui nivelle tout, qui subordonne tout au nouveau veau d'or qu'est la mondialisation. Claudio Corries était à Québec parce qu'il est profondément convaincu que c'est possible de changer le cours des choses, de penser différemment, de briser

l'hégémonie néolibérale, de démocratiser. Il est aussi persuadé que seul le peuple sait ce qui convient au peuple, que seul le peuple peut faire quelque chose pour le peuple.

Une crise sans précédent

Se pliant sans réserve aux impératifs libre-échangistes, le gouvernement argentin s'est attaqué de plein front aux lois du travail, avec une seule idée en tête, celle de réduire les droits des travailleurs que ce soit au niveau de la négociation collective, des salaires, des conditions de travail, du temps de travail.

Face à un État très fort, les syndicats argentins, nés aux lendemains de la seconde guerre mondiale, se sont engagés dans la bataille, avec, au moins, l'objectif de maintenir leurs acquis.

Dans la foulée du néolibéralisme qui a déferlé sur le pays, l'Argentine s'est lancée dans un vaste mouvement de libéralisation, de déréglementation, de privatisation. Aucun secteur n'a été épargné : les services publics, l'éducation, même l'assurance-sociale.

En bout de piste, le pays s'est retrouvé plongé dans une des plus graves crises

économiques de son histoire. La décennie des années 1990 a coûté très cher aux travailleurs : le salaire de tous les employés de l'État a été réduit de 35 %, le taux de chômage s'est accru, atteignant les 18 %, l'économie informelle, qui va de pair avec l'absence de toute protection sociale, gagne de plus en plus de terrain, le travail atypique est en pleine explosion.

Dans un pays aussi riche que l'Argentine, des gens ont faim. Un paradoxe qui révolte Claudio Corries, d'autant qu'il sait qu'ils seront, chaque jour, plus nombreux. À ce peuple affamé, appauvri, désillusionné, l'État propose la ZLEA comme la solution miracle à tous ses problèmes. Mais, pour Claudio Corries, le remède est pire encore que la maladie !



Claudio Corries

des Amériques

Mariano Mena

Mariano Mena est secrétaire général de la Centrale générale des travailleurs du Panama. C'est la deuxième plus importante organisation syndicale du pays en terme de membres, mais, selon lui, la première par sa présence sur le terrain, par la lutte qu'elle mène contre le néolibéralisme ainsi que par la qualité des propositions qu'elle met de l'avant pour régler les problèmes du Panama.

Elle regroupe les travailleurs de différents secteurs économiques, de l'industrie, du commerce à l'alimentation en passant par l'hôtellerie, la santé, les transports.

Dans ce pays d'Amérique centrale, qui compte 2,8 millions d'habitants, 10 % de la population est syndiquée.

Mariano Mena est également impliqué dans la Centrale latino-américaine des travailleurs (CLAT). Présente dans la très grande majorité des pays d'Amérique latine ainsi qu'aux Caraïbes, elle est née dans le sillage de la guerre froide entre Washington et Moscou, alors que sollicitées tant par les communistes que par les capitalistes, les organisations syndicales d'Amérique latine ont décidé de se donner un modèle qui leur soit propre.



Mariano Mena

Un pays, un canal

L'histoire de ce pays est largement dominée par le Canal, qui jusqu'en 1999, moment où il fut définitivement restitué au Panama, était propriété américaine. Pendant près de cent ans, les Panaméens ont eu les Américains dans leur cour. Cette présence a été très dure, très difficile à supporter. La ZLÉA, telle qu'elle est actuellement proposée, serait pour eux un retour à la dépendance économique et politique qu'ils ont connue pendant tant d'années et qu'ils ne veulent plus revivre.

L'exemple de l'ALÉNA n'est guère plus prometteur. Ce n'est, pour Mariano Mena, qu'un immense supermarché sans âme, un accord commercial consacré, dédié uniquement au profit. Or, une intégration économique doit, dit-il, passer par l'intégration des peuples, l'intégration des

L'ALÉNA n'est qu'un immense supermarché sans âme, un accord commercial consacré, dédié uniquement au profit.

personnes, une perspective qui ne figure pas dans le projet de la ZLÉA. C'est pourquoi les organisations syndicales des trois Amériques ont la responsabilité de le combattre, mais la lutte doit être exempte de sectarisme, d'hégémonisme.

Le Panama dispose de différents mécanismes nationaux de négociation, qui constituent des lieux importants de concertation comme la Fondation du travail, le Conseil national des travailleurs organisés (CONATO). Pourtant, malgré ces tables de négociations et d'échanges, il n'en reste pas moins qu'une des préoccupations permanentes des syndicats panaméens est de conserver leurs acquis comme de s'assurer de l'accès de la population aux services d'éducation, de santé comme à l'eau potable.

Car face à un gouvernement qui parle de s'attaquer au problème de la pauvreté, mais qui se lance dans une véritable offensive néolibérale en mettant en place une politique fiscale qui est au service des riches, en s'engageant dans un projet de réforme du Code du travail tout en regardant de plus en plus vers la privatisation, rien n'est assuré, surtout pas l'avenir des travailleurs. ☹